

**Réponses de suivi au
Comité sénatorial permanent des
Langues officielles (OLLO)
Rapport annuel sur les langues officielles 2020-2021
Le 27 mars 2023**

**Follow-up Responses to the
Senate Standing Committee on
Official Languages (OLLO)
Annual Report on Official Languages 2020-21
March 27, 2023**

1. Précisions sur la création du centre de politique des langues officielles intégrant les parties IV, V, VI et VII de la Loi sur les langues officielles - [Sénatrice Lucie Moncion \(GSI\)](#) (Pages 12 et 13) **BDPRH** // Details on the creation of the Official Languages Policy Centre integrating Parts IV, V, VI and VII of the Official Languages Act - [Senator Lucie Moncion \(ISG\)](#) (Pages 12 and 13) **OCHRO**

Réponse du gouvernement / Government Response

Réponse en français:

Les propositions législatives de modernisation de la *Loi* auraient pour effet d'investir le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) du rôle d'agence centrale responsable des langues officielles, dans le but d'assurer une cohérence à l'échelle de l'appareil fédéral dans les orientations de politique, l'interprétation des instruments de politique et la surveillance de la conformité.

Le projet de loi C-13, tel que présenté à la Chambre des communes par le gouvernement, propose de bonifier les autorités du Conseil du Trésor afin d'accroître la conformité des institutions fédérales à leurs obligations en langues officielles. Plus précisément, C-13 propose de :

- *Renforcer les autorités existantes du Conseil du Trésor* en rendant obligatoires certaines dispositions discrétionnaires. Concrètement, le Conseil du Trésor serait tenu de faire ce qui suit :
 - établir des politiques et directives;
 - surveiller et vérifier la conformité des institutions fédérales;
 - évaluer l'efficacité de ses politiques et celle des programmes des institutions fédérales;
 - fournir de l'information aux institutions fédérales et au public sur les principes et les programmes fédéraux en matière de langues officielles.
- *Élargir les autorités du Conseil du Trésor* afin qu'elles s'appliquent à la prise de mesures positives par les institutions fédérales pour favoriser le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, promouvoir la pleine

reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne, et protéger le français (au sens de la partie VII de la Loi).

Ainsi, le SCT deviendrait un **nouveau centre de politiques intégrées en langues officielles**, ayant désormais autorité sur les parties de la loi traitant des communications avec le public et la prestation des services fédéraux (partie IV), la langue de travail au sein des institutions fédérales (partie V), la participation équitable des francophones et des anglophones à la fonction publique fédérale (partie VI) et la prise de mesures positives au sens de la partie VII de la Loi.

English response:

The legislative proposals to modernize the *Official Languages Act* would make the Treasury Board Secretariat (TBS) the central agency responsible for official languages, to ensure government-wide consistency in policy directions, interpretation of policy instruments and monitoring of compliance.

Bill C-13 as presented to the House of Commons by the government proposes to enhance the Treasury Board's authorities to increase compliance by federal institutions with their official language's obligations. Specifically, Bill C-13 proposes to:

- *Strengthen existing Treasury Board authorities* by making certain existing discretionary provisions mandatory. Concretely, the Treasury Board would be required to:
 - establish policies and directives;
 - monitor and audit the compliance of federal institutions;
 - evaluate the effectiveness and efficiency of its policies and the programs of federal institutions;
 - provide information to federal institutions and the public on federal policies and programs related to official languages.
- *Broaden the authorities of the Treasury Board* to apply to the taking of positive measures by federal institutions to enhance the development of official language minority communities, to foster the full recognition and use of both English and French in Canadian society, and to protect French (within the meaning of Part VII of the Act).

Thus, TBS would become a **new center for integrated official languages policies**, with authority over the parts of the Act dealing with communications with and services to the public (Part IV), language of work in federal institutions (Part V), equitable participation of Anglophones and Francophones in the federal public service (Part VI), and the taking of positive measures under Part VII of the Act.

2. Précisions sur les employés unilingues occupant des postes affichés comme bilingues - Sénateur Jean-Guy Dagenais (GSC) (Pages 19 et 20) **BDPRH** // Clarifications on unilingual employees occupying positions posted as bilingual - Senator Jean-Guy Dagenais (CSG) (Pages 19 and 20) **OCHRO**

Réponse du gouvernement / Government Response

Réponse en français:

En règle générale, les postes bilingues sont dotés par des candidats qui satisfont aux exigences linguistiques du poste au moment de leur nomination. Dans ce cas, on parle de dotation impérative et c'est la norme de dotation pour tous les postes bilingues. Dans des situations exceptionnelles de dotation, un poste bilingue peut être doté par un candidat qui ne satisfait pas aux exigences linguistiques du poste au moment de sa nomination. C'est ce qu'on appelle la dotation non impérative.

Lorsque la dotation non impérative est utilisée, le [Décret d'exemption concernant les langues officielles dans la fonction publique](#) (Décret) et le [Règlement sur les langues officielles – nominations dans la fonction publique](#) (Règlement) précisent les circonstances en vertu desquelles une personne est exemptée de l'application du critère de mérite pour ce qui est de satisfaire à la compétence dans les langues officielles au moment de sa nomination. Le Décret et le Règlement relèvent de la Commission de la fonction publique.

Les gestionnaires qui dotent un poste bilingue de façon non impérative doivent démontrer les raisons de ce choix et le justifier par écrit. De plus, l'institution doit déterminer les mesures qui seront prises pour que les tâches ou fonctions bilingues liées au poste soient assurées aussi longtemps que la personne qui occupe ce poste ne répond pas aux exigences linguistiques. Une autre considération est celle du droit des titulaires, tel que défini à l'Appendice 2 de la [Directive sur les langues officielles pour la gestion des personnes](#) (la Directive). Selon la Directive, lorsque les exigences ou le profil linguistiques d'un poste sont modifiés, le titulaire du poste peut y demeurer sans avoir à satisfaire aux nouvelles exigences ou au nouveau profil linguistiques. De plus, l'institution doit mettre en place les mesures administratives nécessaires pour que les fonctions du poste soient accomplies dans les deux langues officielles.

En date du 31 mars 2021, le pourcentage de titulaires de postes bilingues qui ne satisfaisaient pas aux exigences linguistiques de leur poste au sein de l'administration publique centrale était d'environ 2,5 %, soit 2 347 titulaires. De ce nombre, la majorité était des titulaires exemptés pour des raisons médicales ou parce qu'ils prendront leur retraite dans moins de deux ans (2 297 titulaires). À eux s'ajoutent un petit nombre de titulaires, soit 50 personnes, qui doivent satisfaire aux exigences linguistiques de leur poste, soit parce qu'ils sont dans un poste bilingue doté de manière non impérative et qu'ils ont en principe deux ans pour satisfaire aux exigences linguistiques de leur poste, soit que leurs compétences en langue seconde ont été évaluées de nouveau et qu'ils ont échoué à l'un ou l'autre de leurs tests.

Enfin, les dossiers étaient incomplets pour 1,0 % des postes bilingues au sein de l'administration publique centrale (970 dossiers) lors de la saisie de données en date du 31 mars 2021. (Source : tableau 4 du Rapport annuel sur les langues officielles 2022-2021)

Postes bilingues au sein de l'administration publique centrale et situation linguistique des titulaires au 31 mars

		Les titulaires ne satisfont pas aux exigences							
Année	Les titulaires satisfont aux exigences		Exemptés		Doivent satisfaire		Dossiers incomplets		Total des employés
	2000	41 832	82,8 %	5 030	10,0 %	968	1,9 %	2 705	
2010	77 331	93,2 %	3 625	4,4 %	831	1,0 %	1 198	1,4 %	82 985
2020	85 676	95,6 %	3 297	3,7 %	35	0,0 %	624	0,7 %	89 632
2021	90 893	96,5 %	2 297	2,4 %	50	0,1 %	970	1,0 %	94 210

English response:

Generally, bilingual positions are staffed by candidates who meet the language requirements of the position at the time of appointment. This is called imperative staffing and is the standard for staffing all bilingual positions. In exceptional situations, a bilingual position may be staffed with a candidate who does not meet the language requirements of the position at the time of appointment. The [Public Service Official Languages Exclusion Approval Order](#) and the [Public Service Official Languages Appointment Regulations](#) specify the circumstances, in the context of a non-imperative appointment, where a person is excluded from the application of merit with respect to meeting the official language proficiency at the time of appointment. The Order and Regulations fall under the jurisdiction of the Public Service Commission.

Managers staffing bilingual positions non-imperatively must provide the reasons and a justification in writing. The institution must also determine the measures that will be taken to ensure that the position's bilingual functions are carried out until such time as the incumbent meets the position's language requirements.

Another consideration is that of incumbents' rights, as defined in Appendix 2 of the [Directive on Official Languages for People Management](#) (Directive). According to the Directive, whenever the language requirements or the linguistic profile of a position are modified, the incumbent may remain in the position without having to meet the new requirements or the linguistic profile and the institution must then take the necessary administrative measures to have the functions of the position carried out in both official languages.

As of March 31, 2021, the percentage of incumbents in bilingual positions who did not meet the language requirements of their position in the core public administration was approximately 2.5%, or 2,347 incumbents. Of this number, the majority were incumbents who were exempted for medical reasons or because they will retire in less than two years (2,297 incumbents). In addition, a small number of incumbents, 50 people, must meet the language requirements of their position, either because they are in a bilingual position staffed non-imperatively and have in principle two years to meet the language requirements of their position, or because their second language skills have been re-evaluated and they have failed one of their tests. Finally, files were incomplete for 1.0% of bilingual positions in the core public administration files (970 records) at the time of data entry as of March 31, 2021. (Source: Table 4 of the Annual Report on Official Languages 2022-21)

Bilingual positions in the core public administration and linguistic status of incumbents as of March 31

Incumbents do not meet requirements									
Year	Incumbents meet requirements		Exempted		Must meet		Incomplete records		Total employees
2000	41,832	82.8%	5,030	10.0%	968	1.9%	2,705	5.4%	50,535
2010	77,331	93.2%	3,625	4.4%	831	1.0%	1,198	1.4%	82,985
2020	85,676	95.6%	3,297	3.7%	35	0.0%	624	0.7%	89,632
2021	90,893	96.5%	2,297	2.4%	50	0.1%	970	1.0%	94,210